

Menaces d'inflation sur les produits alimentaires ?

FICHE **QUESTIONS SUR...** n° 12.10.Q05

Mots clés : dérèglement climatique - pénurie alimentaire - famine - sous-alimentation - protection populations défavorisées - inflation

Alors que les récoltes mondiales des années 2020 et 2021 sont considérées comme normales, les prix des produits agricoles et alimentaires ont fortement progressé.

Comment expliquer ces augmentations ? Qu'en serait-il si des récoltes vraiment insuffisantes survenaient, par exemple à la suite d'un dérèglement climatique frappant une ou plusieurs grandes régions agricoles ? Ne faudrait-il pas craindre une terrible flambée des prix alimentaires, qui serait une catastrophe pour les deux ou trois milliards de pauvres dans le monde ?

La pandémie de COVID 19 à l'origine d'une inflation soutenue des produits agricoles

En 2020 et en 2021, le volume des récoltes des principales productions agricoles a été peu affecté par la pandémie. En revanche, les transports ont connu de nombreux dysfonctionnements qui peinent à se résorber au moment de la reprise économique générale.

Or dès l'été 2020, les prix agricoles et alimentaires ont fortement augmenté. Cette hausse s'est poursuivie pendant toute l'année suivante, et à l'automne 2021, la Banque mondiale évaluait l'augmentation des prix agricoles à 20 %, tandis que la FAO estimait celle sur l'ensemble des produits alimentaires à près de 33 % en un an.

Au-delà des réels problèmes d'acheminement des denrées, plusieurs explications ont été évoquées :

- À l'été 2020, des achats de précaution de la part de plusieurs pays gros importateurs de céréales, afin de sécuriser leurs approvisionnements.
- Des freins à l'exportation, sous forme de taxes en Argentine et en Russie.
- Une forte croissance des achats de la Chine dans tous les compartiments de la production agricole.
- La hausse des prix du pétrole en 2021 qui impacte les prix des matières premières utilisées pour la production de biocarburants (sucre, maïs, colza, huile de palme...).
- L'intérêt croissant des investisseurs institutionnels pour les matières premières, en particulier pour les produits agricoles,

Conséquence de tout cela : une grande nervosité des professionnels qui interviennent sur les marchés de matières premières, nervosité créant des tensions sur les prix.

La menace d'un dérèglement climatique sévère dans des régions de grande production

Même si en 2021 cette menace s'est avérée exagérée, les inquiétudes des professionnels ne sont pas infondées.

Ainsi, en 2021, le dôme de chaleur qui a frappé la région de Vancouver (Canada), s'est accompagné d'une sécheresse dans l'Est des grandes plaines de ce pays, ainsi qu'aux États-Unis ; les rendements des cultures y ont souvent baissé de 30 %, notamment ceux du blé dur, du canola et des lentilles, toutes productions qui, en temps normal, sont largement exportées sur le marché mondial. Une augmentation des prix de ces productions s'est alors immédiatement produite, ce qui est logique ; ce qui l'est moins, c'est que cette augmentation s'est élargie



rapidement au blé tendre et au maïs, dont les récoltes mondiales ont été normales. Puis, le sucre, les oléagineux, le lait et les viandes ont à leur tour subi une forte hausse de leurs prix. D'où l'augmentation.



générale des prix agricoles et alimentaires dans le monde.

On peut imaginer la panique qui se serait emparée des marchés agricoles si – à la différence de ces deux années – un accident climatique sévère avait frappé une grande zone de production agricole. Car alors, l'approvisionnement des marchés mondiaux, pour plusieurs grandes productions, n'aurait pu être satisfait ; il s'en serait suivi une réelle pénurie sur les marchés internationaux, et une hausse incontrôlée des prix.

De nombreux pays sont sous la menace d'une augmentation non maîtrisée des prix alimentaires

De nombreux pays sont déjà dans une situation critique sur le plan de leurs approvisionnements en produits alimentaires, et ce pour de multiples raisons, notamment une démographie galopante, une insécurité intérieure ou extérieure permanente, une crise financière inextricable, de graves troubles politiques... Et bien sûr, pour tous se sont ajoutés les désordres consécutifs à la COVID 19. Ainsi, sans même parler du Venezuela (pays en quasi-faillite), l'inflation générale s'est élevée à 300 % en 2021 au Soudan, tandis que l'Argentine flirte avec les 50 % annuels.



Dans ce contexte préoccupant, toute pénurie alimentaire amplifierait les difficultés présentes en générant une très forte hausse des prix alimentaires, notamment ceux des produits de première nécessité.

Évidemment les pays exportateurs de produits agricoles seraient a priori privilégiés, puisqu'ils pourraient servir leurs propres consommateurs, tout en imposant des prix plafonds sur leur marché intérieur. De même les pays producteurs de pétrole ou de tout autre production source de devises fortes, pourraient toujours acquérir, même très chers, les produits

alimentaires dont ils ont besoin.

Mais les pays qui importent massivement des céréales, du sucre, des légumineuses ou de l'huile, verraient leur facture alimentaire prendre des proportions considérables, mettant en péril leur fragile équilibre financier. C'est le cas des pays du Maghreb ou de l'Égypte. Même en Afrique subsaharienne, qui n'importe qu'environ 12 % de son alimentation, une flambée des prix internationaux constituerait pour beaucoup une véritable catastrophe.

Une explosion des prix des produits alimentaires serait un drame pour l'ensemble des populations pauvres du globe

En cas de hausse des prix alimentaires, tous les consommateurs du monde seraient frappés. Néanmoins dans les pays riches, ces hausses seraient supportables, surtout si (pour les revenus les plus modestes) elles étaient quelque peu compensées par des aides publiques ; en effet, dans ces pays, les dépenses alimentaires ne représentent que 10 à 20 % des ressources des ménages (12 % en France).

En revanche, les conséquences d'une inflation galopante seraient terribles pour les populations défavorisées et urbaines des pays à bas niveau de revenus. Or on sait que leur situation est déjà maintenant – et pour de nombreuses raisons – fort préoccupante : la FAO estime que 10 % de la population mondiale (soit 811 millions de personnes) souffraient de la faim en 2020 ; et 2,4 milliards de personnes n'auraient pas un accès régulier à la nourriture. Il est en effet évident que lorsque plus de 50 % ou même 70 % du revenu d'un ménage sont déjà affectés aux achats de nourriture, toute augmentation du prix des aliments de première nécessité ne peut que conduire à des catastrophes.

Des poches de famines sont donc à prévoir dans les situations les plus critiques, mais aussi la multiplication d'émeutes de la faim, comme en 2008.

Il faut anticiper les réponses à des situations de forte inflation

Si l'on veut éviter des catastrophes à la suite d'une possible pénurie alimentaire, il faut dès maintenant prendre des dispositions à l'échelle nationale et surtout internationale.

Des solutions sont connues :

- La constitution de stocks d'interventions conséquents, notamment céréaliers¹.
- Une organisation internationale d'aides, prête à intervenir en cas d'urgences.
- Une pression sur les pays, les négociants et les fonds d'investissements qui seraient tentés de stocker des produits agricoles en cas de pénurie, afin de profiter de la hausse des prix.

On pourrait ainsi espérer alléger le malheur d'un assez grand nombre de consommateurs pauvres, sachant qu'il ne s'agit, à ce stade, que de pénuries temporaires dues à un possible dérèglement climatique exceptionnel, et non d'une baisse tendancielle des rendements issue du changement climatique général.

André NEVEU, membre de l'Académie d'Agriculture de France

novembre 2021

Ce qu'il faut retenir :

Alors que beaucoup de personnes dans le monde souffrent déjà de la faim ou sont mal nourries, l'augmentation des prix agricoles et alimentaires constatée en 2021 est une mauvaise nouvelle, d'autant plus qu'elle semble se pérenniser.

Or de sévères dérèglements climatiques peuvent à tout moment créer de réelles pénuries. L'inflation qui en résulterait serait une catastrophe pour tous les pauvres des grandes villes des pays à bas niveau de revenus.

Il faut donc anticiper cette éventualité, en prenant dès maintenant des mesures pour y faire face.

Pour en savoir plus :

- Pierre BEZBAKH : *Inflation et désinflation*, La Découverte, Février 2019

¹ Actuellement, seule la Chine possède, pour ses propres besoins, de très importants stocks de céréales.